



LA POSTE

Montreuil le 27 mai 2009,

13 juin : Toutes et Tous en manifestation

Dans le communiqué commun du 19 mai 2009, Les fédérations CGT, SUD, CFDT, FO, CFTC de La Poste déclarent se retrouver pleinement dans l'appel unitaire des organisations syndicales interprofessionnelles pour faire du 26 mai une journée de mobilisations décentralisées et une grande journée de manifestations le 13 juin pour:

- Arrêt des suppressions d'emploi et des réorganisations qui aggravent les conditions de vie et de travail des personnels et remettent en cause le service public postal,
- Augmentation du pouvoir d'achat et des salaires,
- Redistribution des richesses créées vers les postiers, l'emploi,
- Préservation et amélioration des droits et garanties collectives,
- Mettre fin à tout projet de privatisation de la Poste.

Les postiers au rendez-vous du 26 mai

Les postiers ont pris toute leur place pour exprimer leurs revendications lors cette nouvelle journée interprofessionnelle au travers de multiples initiatives: rassemblement, remise de pétitions, assemblée générale, grève....

Le 13 juin, nouveau temps fort interprofessionnel de manifestations unitaires pour obtenir l'ouverture de véritables négociations avant l'été sur les points affinés par l'ensemble des organisations syndicales interprofessionnelles qui placent le « social » au cœur des réponses à la crise.

Ces revendications font l'objet d'une pétition disponible sur le site confédéral* que nous vous invitons à signer massivement.

Les postiers y prendront toute leur place

C'est leur avenir et celui de La Poste qui se jouent **dans un contexte où au nom de la crise, La Poste accentue ses plans drastiques de suppressions d'emplois, de réorganisations, de baisse de la masse salariale (qui représente 63 % du chiffre d'affaires), de baisse des droits et garanties**

Les postiers comptent bien faire entendre leur voix lors de ce nouveau rendez-vous comme ils le font déjà au travers de multiples **luttons locales unitaires aboutissant souvent sur des acquis.**

Ces luttons doivent trouver leur prolongement dans une participation massive aux manifestations unitaires du 13 juin qui auront lieu dans tout le pays afin de contraindre gouvernement et patronat à répondre aux revendications et, pour La Poste, à revoir à partir des exigences des personnels et de leurs syndicats, tous les dossiers en cours (CQC, Facteur d'avenir, Terrains, CIGAP, transfert de directions vers des filiales,



délocalisations, convention collective des activités postales ...) qui ne visent qu'à accompagner la privatisation.

La privatisation, c'est toujours non ! La bataille continue

Le report du projet de privatisation de La Poste est une première victoire à mettre à l'actif des luttes et de la mobilisation du personnel et des usagers.

Pour autant, c'est bien l'abandon total de tout projet de privatisation qu'exigent les postiers et leurs organisations syndicales, exigence rappelée dans le communiqué commun.

Tout démontre que pour surmonter la crise, il faut renforcer le service public postal pour qu'il réponde mieux aux besoins des populations, qu'il contribue à protéger l'épargne populaire et soit plus encore un vecteur de développement économique et social.

La CGT n'est pas pour le statu quo, elle a des propositions qu'elle porte dans son mémorandum pour garantir l'avenir de La Poste et des postiers et répondre aux besoins de la population

La Poste doit répondre aux revendications des postières et des postiers

Il faut en finir avec le dialogue de sourds pratiqué par les directions nationales et locales, et avec les décisions unilatérales comme celle prise sur les salaires, très en deçà des exigences et des besoins. Ce qui doit être à l'ordre du jour, ce ne sont pas des tables rondes ou autres clubs de discussions, mais l'ouverture de véritables négociations sur toutes les revendications (salaire, emploi, conditions et temps de travail, promotion, droits et garanties de haut niveau pour tous ...).



Des réponses doivent notamment être apportées d'urgence sur :

- La question des salaires et du pouvoir d'achat. La Poste ne peut mettre en place des mesures décidées unilatéralement au prétexte de l'échec des négociations et doit donc les poursuivre. La CGT exige un salaire brut minimum de 1600 € pour un salarié débutant sans diplôme ni qualification, base de revalorisation de toutes les grilles
- L'octroi de 400 euros pour l'ensemble du personnel du groupe en lieu et place de la dividende que veut prélever l'Etat sur les résultats de la Poste.
- L'emploi avec le remplacement de tous les départs à la retraite, le comblement de tous les postes vacants, l'embauche immédiate de personnel assurant un volant de remplacement à 25 %
- L'amélioration des conditions de travail avec en priorité le recrutement de personnels saisonniers permettant aux postiers de prendre leurs 4 semaines de congés d'été s'ils le souhaitent, l'abandon de toute forme de modulation du temps de travail et la mise en place d'organisations qui respectent la vie du personnel

**Le 13 juin, pour l'avenir
de La Poste et des postiers,
tous en manifestation**